

Cote du document:	<u>EB 2008/93/R.12/Rev.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>6 d)</u>
Date:	<u>25 avril 2008</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République du Panama pour le

Projet de développement participatif et de modernisation en milieu rural

Conseil d'administration — Quatre-vingt-treizième session
Rome, 24-25 avril 2008

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec la responsable du FIDA ci-après:

Jaana Keitaanranta

Chargée de programme de pays
téléphone: +39-06-5459-2336
courriel: j.keitaanranta@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39-06-5459-2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation pour approbation	iii
Carte de la zone du projet	iv
Résumé du prêt	v
I. Le projet	1
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	3
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	5
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6
Annexe	
Garanties importantes incluses dans l'accord de prêt négocié	7
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	
II. Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

BID	Banque interaméricaine de développement
INADEH	Institut national de formation professionnelle et de formation pour le développement humain
MEF	Ministère de l'économie et des finances
MIDA	Ministère du développement agricole
S&E	Suivi-évaluation

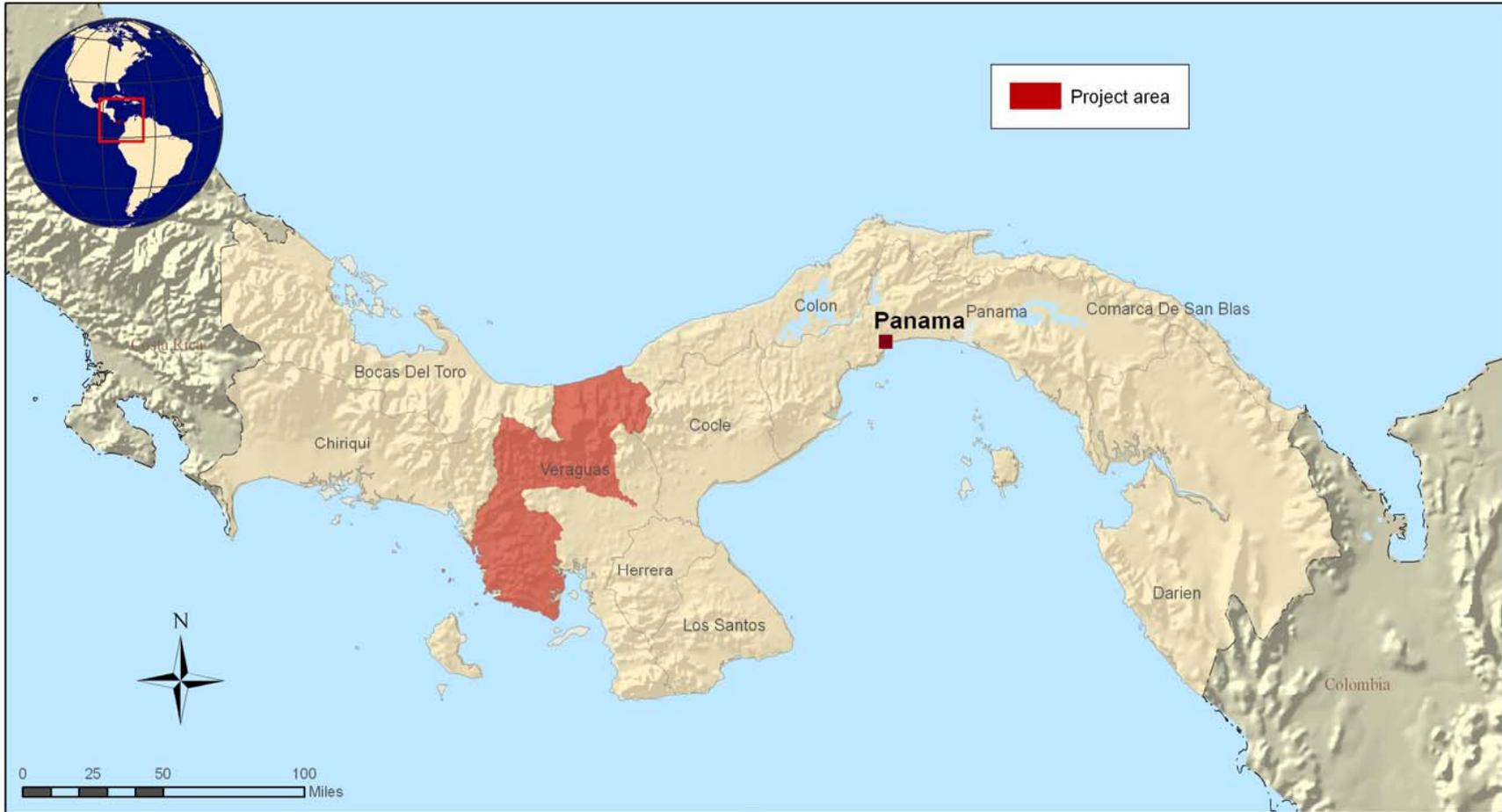
Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt à la République du Panama pour le projet de développement participatif et de modernisation en milieu rural, telle qu'elle figure au paragraphe 37.

Panama

Participative Development and Rural Modernization Project

Carte de la zone du projet



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République du Panama

Projet de développement participatif et de modernisation en milieu rural

Résumé du prêt

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République du Panama
Organisme d'exécution:	Ministère du développement agricole
Coût total du projet:	12,3 millions de USD
Montant du prêt du FIDA:	2,6 millions de DTS (équivalant approximativement à 4,2 millions de USD)
Conditions du prêt du FIDA:	18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, assorti d'un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds
Cofinanceur:	Fonds de l'OPEP pour le développement international
Montant du cofinancement:	1,8 million de USD
Conditions du cofinancement:	Parallèle
Contribution de l'emprunteur:	6,0 millions de USD
Contribution des bénéficiaires:	0,3 million de USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Proposition de prêt à la République du Panama pour le Projet de développement participatif et de modernisation en milieu rural

I. Le projet

A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. Les principaux problèmes affrontés par le projet sont les suivants: i) la pauvreté persistante dans les zones rurales du Panama; ii) l'accès limité aux marchés de services financiers et non financiers; et iii) l'exclusion, du fait de la limitation des droits civiques.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République du Panama un prêt d'un montant de 2,6 millions de DTS (équivalant approximativement à 4,2 millions de USD), à des conditions ordinaires, pour contribuer au financement du projet de développement participatif et de modernisation en milieu rural. Ce prêt aura une durée de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, et sera assorti d'un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour la République du Panama au titre du SAFP est de 4 381 082 USD sur les trois ans du cycle SAFP (2007-2009).

Corrélation avec les critères du cadre national de dépenses à moyen terme

4. Le projet est conforme au cadre national de dépenses à moyen terme.

Corrélation avec les approches nationales sectorielles ou d'autres instruments de financement conjoints

5. Le projet s'inscrit dans le droit fil des objectifs du gouvernement concernant la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et la diversification de l'agriculture ainsi que de sa stratégie de développement du secteur agricole régie par le marché.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

6. L'unité monétaire du Panama est le balboa, fixé à parité avec le dollar des États-Unis. Par conséquent, les réserves internationales sont en général définies comme les avoirs extérieurs de la banque officielle, la Banque nationale du Panama, qui sont détenus en dollars des États-Unis. Fin 2005, les réserves officielles étaient estimées à 1,2 milliard de USD. Le montant total de la dette publique est de 7,3 milliards de USD et le coefficient du service de la dette est de 14,3.

Flux de fonds

7. Les fonds provenant du prêt du FIDA seront acheminés à travers un compte spécial ouvert auprès de la Banque nationale du Panama par le Ministère du développement agricole (MIDA), après autorisation du Bureau du Contrôleur général.

Modalités de supervision

8. Le FIDA supervisera directement le projet avec l'appui de la Société andine de développement, de l'Unité régionale d'assistance technique pour l'agriculture et le développement rural en Amérique centrale et d'institutions nationales et internationales de développement, tant publiques que privées.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

9. Aucune dérogation n'est prévue.

Gouvernance

10. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) procédures de passation des marchés, d'audit et de supervision convenues d'un commun accord par le FIDA et le gouvernement; ii) appui en faveur du renforcement des capacités et de l'autonomisation des organisations de bénéficiaires du projet afin que celles-ci puissent effectivement participer aux forums et processus locaux de développement rural; iii) recours à des cabinets d'audit privés et respect strict des directives du FIDA concernant la présentation des rapports d'audit; et iv) mise en œuvre d'une composante gestion des savoirs et suivi-évaluation (S&E) afin de garantir l'exécution efficiente et la réalisation des objectifs du projet.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

11. Les méthodes utilisées pour identifier le groupe cible du projet sont les suivantes: le seuil de pauvreté d'une part, et les besoins fondamentaux non satisfaits d'autre part, sur la base de la carte de la pauvreté et du mécanisme de ciblage établis par le gouvernement. On estime à 10 000 le nombre de bénéficiaires directs, pauvres ou extrêmement pauvres selon les études de la mesure des niveaux de vie, dont le revenu est inférieur à 953 USD et qui vivent dans des districts où l'incidence de pauvreté est supérieure à 75% et où l'indice des besoins fondamentaux non satisfaits est inférieur à 0,61. Les femmes et les populations autochtones représentent respectivement 31% et 12% des bénéficiaires.

Méthode de ciblage

12. Conformément à la politique du FIDA en matière de ciblage, des critères précis sont appliqués pour déterminer les groupes cibles, à savoir: i) petits exploitants pauvres ayant un potentiel productif agricole et non agricole et pouvant travailler entre 2 et 5 hectares de terre; ii) travailleurs sans terre et ruraux, autochtones ou non autochtones, en situation de pauvreté ou d'extrême pauvreté; iii) femmes chefs de famille, autochtones ou non autochtones; et iv) ménages ruraux extrêmement pauvres ayant à charge des jeunes sans emploi.

Participation

13. Les parties intéressées ont pris une part très active à la préparation du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) ainsi qu'à l'admission et à la formulation du projet. En outre, au stade de la conception, de nombreux mécanismes ont été prévus afin de garantir que cette participation se poursuivra non seulement durant l'exécution mais interviendra également dans les processus de développement rural mis en œuvre par les administrations locales. Cette approche est reflétée par l'importance que le projet accorde aux mécanismes non exclusifs et participatifs, étayés par des organisations de bénéficiaires fortes.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

14. L'objectif général du projet est d'améliorer les conditions de vie et la situation économique et sociale des hommes, des femmes et des jeunes des communautés rurales pauvres à travers un processus de développement économique et social écologiquement durable et participatif tenant compte de la parité hommes-femmes. Ses objectifs spécifiques sont les suivants: i) autonomisation des populations rurales pauvres et de leurs organisations de base afin que celles-ci participent effectivement aux processus de développement au niveau local; ii) amélioration du potentiel de création de revenus du groupe cible; iii) mise en place d'un système de gestion des savoirs et de suivi-évaluation en mesure de classer et de diffuser les meilleures pratiques et méthodes; et iv) réduction des disparités entre les sexes dans les activités économiques.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

15. Le projet s'inscrit dans le droit fil de la stratégie de réduction de la pauvreté du Panama. Ses principaux objectifs politiques et institutionnels sont les suivants:
- i) promouvoir la production et la commercialisation de produits traditionnels et non traditionnels et renforcer la capacité des organisations rurales à gérer leurs activités de production et de commercialisation, avec succès et durablement, grâce à l'instauration de rapports formels avec le secteur privé; et ii) consolider les mécanismes susceptibles de favoriser un développement rural participatif.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

16. Le projet est conforme aux politiques du FIDA et à sa stratégie de pays. Il cible les populations pauvres et extrêmement pauvres, en particulier les ménages dirigés par une femme, les femmes, les jeunes et autres groupes vulnérables. Il favorise l'accroissement des actifs des exploitants et le développement de services financiers et non financiers, et privilégie la création et le développement des infrastructures, des institutions et des organisations ainsi que le renforcement des capacités humaines. De plus, l'attention sera accordée à tout moment à la parité hommes-femmes, à la viabilité économique et à la durabilité écologique.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

17. Concernant le secteur rural, les priorités nationales privilégient la réduction de la pauvreté, la diversification de l'agriculture, la création d'entreprises et un développement régional harmonieux. Le projet couvre les cinq districts les plus pauvres de la Province de Veraguas et met l'accent sur la multiplication des possibilités de gain grâce à une diversification satisfaisante de la production et de la commercialisation.

Harmonisation avec les partenaires du développement

18. Cette intervention du FIDA sera harmonisée avec le Projet d'appui à la productivité rurale exécuté par la Banque mondiale ainsi qu'avec le Projet d'appui au Programme complémentaire mis en œuvre par la Banque interaméricaine de développement (BID). Par l'intermédiaire du chargé de programme de pays du FIDA, qui réside au Panama, des mécanismes de coordination ont été établis avec la Banque mondiale, l'Agence des États-Unis pour le développement international, l'Agence japonaise de coopération internationale, l'Agence espagnole de coopération internationale, l'Organisation mondiale de la santé et le système des Nations Unies.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

19. Le projet comprend trois principales composantes: i) mise en valeur du capital humain et participation citoyenne; ii) développement d'initiatives économiques; et iii) gestion des savoirs et suivi-évaluation. La coordination du projet représente 9% du total des coûts de base.

Catégories de dépenses

20. Les catégories de dépenses sont au nombre de quatre: i) véhicules et équipement (4%); ii) contrats et accords (40%); iii) fonds d'investissement (25%); et iv) dépenses de fonctionnement (31%).

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

21. Les principaux partenaires seront le MIDA et le Ministère de l'économie et des finances (MEF) en vertu de sa mission de développement économique et social. Les autres partenaires d'exécution seront la Chambre de commerce, de l'industrie et de

l'agriculture de Veraguas et l'Institut national de formation professionnelle et de formation pour le développement humain (INADEH).

Responsabilités en matière d'exécution

22. Le MIDA sera responsable de l'exécution d'ensemble du projet. Une unité d'exécution du projet sera créée dans la ville de Santiago, avec des antennes territoriales dans les districts de Santa Fe, Soná et Cañazas. L'encadrement de la mise en œuvre du projet sera assuré par un comité de pilotage composé de représentants du MIDA et du MEF, des administrations locales, du secteur privé et des organisations de bénéficiaires.

Rôle de l'assistance technique

23. Des services d'assistance technique ont été conçus pour les groupements et organisations de bénéficiaires pauvres et extrêmement pauvres. L'appui fourni aux exploitants en situation d'extrême pauvreté pour l'élaboration des plans de production viendra combler les principales lacunes en matière de capital humain et de ressources matérielles. L'appui aux plans d'activités permettra de renforcer les capacités entrepreneuriales et de commercialisation des petits exploitants pauvres, avec la participation du secteur privé, tant productif que financier.

Situation des principaux accords d'exécution

24. Durant la préévaluation, des accords d'exécution ont été conclus avec les partenaires à quatre niveaux distincts: i) gouvernement (MIDA, MEF, INADEH); ii) partenaires internationaux de développement (BID et Banque mondiale); iii) secteur privé (Chambre de commerce, de l'industrie et de l'agriculture de Veraguas et institutions de microfinance); et iv) organisations partenaires de bénéficiaires (coopératives Juan XXIII et Esperanza de los Campesinos, et organisations de producteurs et groupements d'intérêt au niveau local).

Principaux partenaires financiers et montants engagés

25. Le coût total du projet est de 12,3 millions de USD sur six ans. La contribution du FIDA sera de 4,2 millions de USD; celle du gouvernement de 6,0 millions de USD; celle du Fonds de l'OPEP pour le développement international de 1,8 million de USD; et celle des bénéficiaires de 0,3 million de USD. Le projet sera exécuté sur six ans; toutefois, les coûts ont été estimés et échelonnés sur une période de sept ans afin de faciliter et de refléter les négociations avec le gouvernement, sur la base desquelles 2008 (la première année) comprendra les coûts d'exécution des trois derniers mois uniquement (démarrage du projet) et 2014 (la dernière année) comprendra les coûts d'exécution des neuf premiers mois seulement. L'estimation des coûts pour 2008 facilitera les procédures gouvernementales internes en vue de la constitution d'une provision budgétaire pour que le projet puisse démarrer cette année, comme le souhaite le gouvernement.

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du projet

26. Les principales catégories d'avantages générés par le projet sont d'ordre économique (accroissement des revenus, possibilités d'emploi, prestataires de services publics et privés renforcés, intermédiaires avec le secteur privé, production et productivité, marchés et entreprises efficaces) et social (mécanismes participatifs de développement rural, renforcement des organisations non gouvernementales locales et des groupements de bénéficiaires et, au niveau des bénéficiaires, amélioration du développement humain).

Viabilité économique et financière

27. Le projet appuiera l'identification de marchés dynamiques et facilitera la commercialisation par les producteurs, sur ces mêmes marchés, des produits sur une base compétitive. Dans le cadre du scénario «avec projet», l'analyse globale des initiatives productives et commerciales donne un taux de rentabilité financière interne de 19% et un taux de rentabilité économique interne de 26%. Grâce à

l'instauration de rapports entre les petits exploitants et les marchés nationaux et extérieurs, le projet préparera les producteurs à s'adapter aux fluctuations des marchés et de la production.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

28. La conception du projet a promu la gestion des savoirs et le S&E au rang de composante. Ainsi, des spécialistes se consacreront à plein temps à l'analyse des résultats et des enseignements tirés du projet. La composante transmettra ces enseignements aux parties prenantes directes, aux partenaires et organisations concernés par la réduction de la pauvreté, aux associations de défense des femmes et aux groupements pour le développement en milieu rural et, plus globalement, au gouvernement afin d'enrichir le processus de concertation et de générer les meilleures pratiques et les instruments ayant fait leurs preuves en matière de développement rural.

Innovations en matière de développement

29. L'approche adoptée par le projet est novatrice au Panama dans le sens où elle associe participation équitable des groupes vulnérables au développement social et économique décentralisé du milieu rural et création d'entreprises régies par la demande et orientées vers les marchés. Le développement/renforcement des organisations et du capital humain et l'action positive constituent tous deux un moyen et une fin pour l'autonomisation des populations rurales pauvres et extrêmement pauvres.

Approche d'élargissement

30. Les enseignements tirés de la mise en œuvre du projet de développement rural durable du territoire Ngöbe-Buglé et des districts limitrophes et du projet de développement agricole durable et de protection de l'environnement du Darién, ainsi que du Projet de développement rural durable dans les provinces de Coclé, Colón et Panama, ont inspiré les principes appliqués à la conception du présent projet. Les mécanismes participatifs envisagés sont novateurs et présentent un grand intérêt pour le gouvernement et, une fois mis à l'essai et affinés, ils pourront être transposés à plus grande échelle dans d'autres provinces.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

31. Le projet est confronté à trois risques principaux: i) croissance inéquitable; ii) troubles politiques; et iii) instabilité du personnel du projet. Les mesures d'atténuation prévues sont les suivantes: i) renforcement des capacités des populations rurales pauvres et extrêmement pauvres ainsi que des parties prenantes locales afin de leur permettre d'assurer le suivi et la vérification des initiatives de développement en faveur des pauvres; ii) mise en valeur énergique et systématique des capacités des responsables d'organisation, afin de renforcer le pouvoir d'action de ces derniers pour qu'ils puissent faire face à l'ingérence politique, complétée par le rôle du facilitateur administratif durant les 18 premiers mois d'exécution du projet; et iii) sélection du personnel sur la base de concours publics, avec des contrats de trois ans et des évaluations annuelles des performances.

Classification environnementale

32. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B car il ne devrait pas avoir d'impact négatif significatif sur l'environnement.

K. Durabilité

33. La concertation participative entre les autorités nationales, régionales et locales et les organisations de base concernant l'harmonisation des investissements en faveur des ruraux pauvres constituera une pièce maîtresse du développement durable. Au

fur et à mesure que le pouvoir d'action des communautés se renforcera et que celles-ci acquerront les connaissances nécessaires pour améliorer leurs actifs matériels de manière constante, les processus de développement social et économique au niveau local deviendront durables.

II. Instruments juridiques et autorité

34. Un accord de prêt entre la République du Panama et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Les garanties importantes incluses dans l'accord négocié sont jointes en annexe.
35. La République du Panama est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.
36. Je certifie que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

III. Recommandation

37. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Panama un prêt libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à deux millions six cent mille droits de tirage spéciaux (2 600 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} février 2026 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Lennart Båge

Garanties importantes incluses dans l'accord de prêt négocié

(Négociations conclues le 17 avril 2008)

Mesures de lutte phytosanitaire

1. Conformément à la section 7.15 ("facteurs environnementaux") des Conditions générales applicables au financement du développement agricole relative à la mise en œuvre de pratiques écologiquement rationnelles, le Gouvernement de la République du Panama ("le Gouvernement") veille à ce qu'aucun des pesticides achetés dans le cadre du projet ne soit interdit par le Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ou dans ses versions modifiées par la suite, ou ne figure aux tableaux 1 (extrêmement dangereux) ou 2 (très dangereux) de la classification des pesticides par risque recommandée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ni dans les directives 1996-1997 pour la classification des pesticides ou dans leurs versions modifiées par la suite.

Parité hommes-femmes

2. Le projet, dans toutes ses activités, s'efforce d'encourager en priorité la participation des femmes de manière à assurer la parité hommes-femmes.

Égalité d'accès et action positive

3. Le Gouvernement fait en sorte de garantir que les groupes les plus vulnérables et marginaux – paysans sans terre, peuples autochtones, femmes et jeunes – ont un accès égal aux avantages du projet. Il met en œuvre des activités qui favorisent l'égalité d'accès des diverses communautés, de chaque famille au sein des communautés et de chaque membre de la cellule familiale à ces avantages.

Exonération fiscale

4. Le Gouvernement exonérera de taxes et droits l'importation, l'achat et la fourniture de tous biens, travaux de génie civil et services financés par le prêt. La valeur de ces exonérations sera imputée sur les fonds de contrepartie que le Gouvernement s'est engagé à apporter au projet.

Assurance du personnel du projet

5. L'organisme responsable du projet veille à ce que le personnel du projet soit assuré contre les risques de maladie et d'accident conformément à la législation nationale.

Protection des ressources

6. Le Gouvernement prend toutes les mesures raisonnables pour garantir le respect, dans la zone du projet, des normes juridiques en vigueur relatives à la protection de l'eau, des forêts et de la faune sauvage. Il fait en outre tout son possible pour assurer la pérennité du projet sans conséquences préjudiciables pour l'environnement.

Peuples autochtones

7. Le Gouvernement s'engage à ce que les peuples autochtones participent pleinement à toutes les activités du projet et en profitent pleinement, et à ce que leurs intérêts soient dûment pris en compte durant l'exécution du projet; à cette fin, il s'assure que:
 - a) le projet est exécuté conformément aux dispositions de la législation nationale en vigueur concernant les peuples autochtones visés par le projet;

- b) les communautés autochtones sont suffisamment et équitablement représentées tout au long des activités du projet;
- c) les communautés autochtones visées par le projet prennent part aux activités de concertation sur les politiques et de gouvernance locale;
- d) les dispositions des déclarations, pactes et/ou conventions qu'il a ratifiés au sujet de la protection des peuples autochtones visés par le projet sont respectées;
- e) le projet ne comporte pas d'empiètement des territoires traditionnels utilisés ou occupés par les communautés autochtones.

Fonds de contrepartie

8. Les fonds fournis par le Gouvernement couvrent toutes les contributions requises au titre de la législation nationale et la totalité des taxes et droits applicables à l'importation de biens, travaux de génie civil et services financés au moyen du prêt.

Fraude et corruption

9. Le Gouvernement porte dans les plus brefs délais à l'attention du FIDA toute allégation ou suspicion de fraude ou de corruption en rapport avec l'exécution du projet.

Facilitateur administratif du projet

10. Le Gouvernement sélectionne et recrute, avec l'agrément du FIDA, un organisme qui fait office de facilitateur administratif du projet. Cet organisme se charge, pendant les dix-huit à vingt-quatre premiers mois d'exécution du projet, entre autres, des achats et de la passation des marchés, de l'administration des fonds à cet effet, de l'acheminement des ressources du prêt et de toute autre fonction que peuvent lui confier le FIDA et le Gouvernement. L'organisme d'administration du projet applique, lors des achats et de la passation des marchés, les directives du FIDA relatives à la passation des marchés publiées en 2004.

Suspension

11. a) Le FIDA suspend le droit du Gouvernement de solliciter des retraits du compte du prêt si le rapport d'audit exigé n'a pas été dûment établi dans les six mois à compter de la date fixée.
- b) Le FIDA peut suspendre, en tout ou en partie, le droit du Gouvernement de solliciter des retraits du compte de prêt s'il se produit l'un quelconque des événements indiqués dans les Conditions générales ou l'un quelconque des faits ci-après:
- i) le directeur de projet a été relevé de ses fonctions sans l'autorisation préalable du FIDA;
 - ii) plus de 20% du personnel de projet a été relevé de ses fonctions sans évaluation ni justification, sur une année civile durant l'exécution du projet;
 - iii) le FIDA estime que les avantages matériels du projet ne profitent pas suffisamment au groupe cible;
 - iv) le droit du Gouvernement d'effectuer des retraits sur le montant du prêt a été suspendu, annulé ou résilié, en tout ou en partie, ou le prêt est devenu exigible et remboursable avant l'échéance convenue; ou il s'est produit un événement qui, par préavis ou caducité, est susceptible d'avoir des effets identiques à ceux susmentionnés;
 - v) le manuel des opérations du projet ou le manuel d'évaluation et de gestion du personnel, ou l'une quelconque de leurs dispositions, a fait

- l'objet d'une dérogation, d'une suspension, d'une abrogation, d'un amendement ou de toute autre modification sans le consentement préalable du FIDA, lequel estime que cette dérogation, cette suspension, cette abrogation, cet amendement ou cette modification a eu, ou risque d'avoir, un effet préjudiciable important sur le projet;
- vi) une autorité compétente a pris des mesures en vue de dissoudre l'organisme responsable du projet ou de suspendre ses opérations, ou a engagé une action ou une procédure pour répartir des biens quelconques du Gouvernement entre ses créanciers et le Gouvernement n'a pas désigné comme organisme responsable du projet une autre institution jugée acceptable par le FIDA ou s'il en a proposé une, cette institution n'a pas accepté les obligations qui incombent à l'organisme responsable du projet en vertu de l'accord de prêt, à des conditions acceptables pour le FIDA;
 - vii) les marchés n'ont pas été ou ne sont pas passés conformément à l'accord de prêt;
 - viii) le Gouvernement a failli à ses engagements en vertu de l'une quelconque des clauses complémentaires de l'accord de prêt et le FIDA considère que ce manquement a eu, ou risque d'avoir, un effet préjudiciable important sur le projet; et
 - ix) le FIDA a notifié au Gouvernement que des allégations crédibles de corruption ou de manœuvres frauduleuses en relation avec le Gouvernement et le projet ont été portées à son attention, et le Gouvernement n'a adopté aucune mesure appropriée, en temps utile, pour y remédier à la satisfaction du FIDA.

Conditions préalables à l'entrée en vigueur

12. L'entrée en vigueur du présent accord est subordonnée à la satisfaction des conditions préalables ci-après:
- a) le directeur du projet, l'administrateur et les coordonnateurs de composantes ont été sélectionnés avec l'agrément préalable du FIDA, conformément aux dispositions de l'accord de prêt;
 - b) l'unité de gestion du projet a été dûment constituée, conformément aux dispositions de l'accord de prêt;
 - c) le premier plan annuel des opérations, y compris un premier plan d'achat et de passation des marchés, a été approuvé par le FIDA;
 - d) l'accord de prêt a été dûment signé et toutes les démarches institutionnelles, administratives et gouvernementales nécessaires ont été accomplies pour que la signature et l'exécution dudit accord soient dûment autorisées et ratifiées par le Gouvernement;
 - e) un avis juridique, émis par le Procureur général de l'administration ou toute autre autorité juridique agréée par le FIDA, acceptable tant en la forme que sur le fond par le FIDA, a été transmis à ce dernier par le Gouvernement.

Key reference documents

Country reference documents

Gobierno de Panamá, 2004. Visión estratégica del desarrollo económico y del empleo hacia el 2009.

Ministerio de Economía y Finanzas, 2007. Informe Económico Anual 2006. Dirección de Análisis de Políticas Económicas.

Ministerio de Economía y Finanzas, 2007. Mapa de Pobreza en Panamá a nivel de Distrito y Corregimiento. MEF, Dirección de Políticas Sociales.

PNUD, 2007. Cerrando Brechas. Evaluación Común del País y Marco de la Cooperación de las Naciones Unidas para el Desarrollo de Panamá.

Ministerio de Desarrollo Agropecuario. 2004. Plan Estratégico Agropecuario 2004 – 2009 "Manos a la Obra".

USAID, 2004. Gender Assessment for USAID Panama. 2004. USAID Office in Panama

IFAD reference documents

IFAD, 2007. Country Strategic Opportunities Programme.

IFAD, 2004. Evaluación Terminal del Proyecto de Desarrollo Rural para la Comunidades Ngöbe.

IFAD, 2007. Evaluación Terminal del Proyecto de Desarrollo Sustentable para las Provincias de Coclé, Colón y Panamá (Versión preliminar).

IFAD, 2006. Evaluación Terminal del Proyecto de Desarrollo Agrícola Sustentable y Protección Ambiental para la Provincia de Darién.

Logical framework

Objective hierarchy	Key performance indicators and targets (RIMS indicators are in ITALICS)	Monitoring mechanisms and information sources	Assumptions and risks
Goal Poverty and extreme poverty in rural communities of the project area significantly reduced	<ul style="list-style-type: none"> 20% of reduction of the prevalence of child malnutrition, disaggregated by sex 3.000 households with sustainable food security 6.000 beneficiaries with improved assets ownership, disaggregated by sex 	<ul style="list-style-type: none"> RIMS benchmark, mid-term and terminal evaluation studies 	<ul style="list-style-type: none"> Government poverty reduction and rural development policies remain constant
Project purpose Social, economical and living conditions of men, women and youth are improved	<ul style="list-style-type: none"> 4.000 organized extremely poor and poor actively participate in the rural development planning of their districts 2.380 rural poor have expanded and consolidated their businesses increasing sales and assets 1.310 job positions are generated by project supported economic initiatives 60% of beneficiaries' households have increased their income by 40% 50 economic groups and organizations with women leaders 	<ul style="list-style-type: none"> Terminal and mid-term evaluations and results from systematizations studies M&E reports GIS mapping and project reports 	<ul style="list-style-type: none"> Clearly defined mechanism for poverty reduction and decentralization process Political environment favorable for inter/intra institutional initiatives
Component Output 1: Rural poor and their grass root organizations are empowered in their capacities to participate in local development processes Output 2: Extremely poor young men and women are trained for the local and national labor market	Human capital development and citizen participation <ul style="list-style-type: none"> 6.000 people are enrolled in economic organizations, by sex, age and type 30 economic organizations strengthened in their production/marketing capacities 5 Territorial Development Councils established 5 district strategic development plans are completed and in implementation 4.000 small extremely poor and poor with production plans access financial support from the Productive Investment Fund 50 economic groups and organizations with women leaders 2.000 young men and women undergo labor skills training 1.300 young people are inserted permanently in the labor market 	<ul style="list-style-type: none"> Terminal and mid-term evaluations and results from systematizations studies Reports from participatory diagnostics in communities Minutes from Territorial Development Councils and Development Plans 	<ul style="list-style-type: none"> Clearly defined mechanism for an effective decentralization process Systematic support from municipal governments Effective intra/inter institutional coordination at local level Labor demand
Component Output 3: The target population has improved its income generating capacities transforming subsistence economic activities into profitable agricultural and non agricultural business	Development of economic initiatives <ul style="list-style-type: none"> 130 beneficiaries' organizations access technical support services 39 collective irrigation plans completed 30 economic organizations prepare and implement business plans 60% of small farmers (711 women and 1.600 men) with Business Plans access financial support for their initiatives 10 strategic alliances with the private sector established 90% of beneficiaries economic organizations have access to dynamic markets 10% of beneficiaries economic organizations have access to export markets 50% of small farmers and micro-entrepreneurs consolidate profitable and sustainable business 1 business and market opportunities study is completed 	<ul style="list-style-type: none"> Terminal and mid-term evaluations and results from systematizations studies M&E reports Annual reports from economic organizations 	<ul style="list-style-type: none"> Stable process of macro economical development
Component Output 4: The project systematize and disseminate best practices applied to participative rural development and poverty reduction	Knowledge management, monitoring and evaluation <ul style="list-style-type: none"> A Learning Consortium composed of representatives of national/international organizations devoted to rural development is organized 30 local innovation workshops (brain storming) will be held with beneficiaries organizations before production and business plans are prepared 8 systematizations studies on project experiences and knowledge will be completed 1 analytical document on rural development and poverty reduction strategies and tools will be published 	<ul style="list-style-type: none"> Terminal and mid-term evaluations and results from systematizations studies M&E reports Workshops proceedings 	<ul style="list-style-type: none"> Effective intra/inter institutional coordination at local and national level

